Belgeo
Revue belge de géographie

1 | 2014
From urban renewal to metropolitan strategies ? Cultural flagship projects in restructuring industrial areas

Editorial : Les grands équipements culturels dans les espaces industriels en reconversion : de la requalification urbaine aux projets métropolitains ?

Thomas Pfirsch et Bernard Reitel

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/belgeo/12829
DOI : 10.4000/belgeo.12829
ISSN : 2294-9135

Éditeur :
National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique
Thomas Pfirsch et Bernard Reitel, « Editorial : Les grands équipements culturels dans les espaces industriels en reconversion : de la requalification urbaine aux projets métropolitains ? », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2014, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/belgeo/12829 ; DOI : https://doi.org/10.4000/belgeo.12829

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Editorial : Les grands équipements culturels dans les espaces industriels en reconversion : de la requalification urbaine aux projets métropolitains ?

Thomas Pfirsch et Bernard Reitel

1 Dans le contexte de la métropolisation et d'une concurrence accrue entre villes, la culture s'est affirmée depuis une vingtaine d'années comme un élément essentiel des politiques urbaines en Europe (Smyth, 1994 ; Evans, 2001 ; Swyngedouw *et al.*, 2002). Elle apparaît aujourd'hui comme un instrument incontournable de la transition post-moderne de villes de plus en plus tournées vers l'innovation dans le cadre d'une économie de la connaissance. Les grands équipements culturels, au premier rang desquels apparaissent les musées, mais qui comprennent aussi des grandes salles de spectacle ou des bibliothèques, jouent un rôle moteur dans cette affirmation des villes sur la scène internationale. Ces « projets porte-drapeaux » (*flagship projects,* Bianchini *et al.*, 1992) souvent confiés à des grands noms de la *starchitecture* globale (Jenks, 2005, Gravari, 2009), servent d'emblèmes pour de vastes projets de requalification urbaine. La création de grands équipements culturels emblématiques a été notamment mobilisée par les villes industrielles en crise à la recherche d'un nouveau destin (Ingallina et Park, 2005), de l'Imperial War Museum de Manchester au Musée du design d'Essen dans la Ruhr, du centre Pompidou de Metz au tout récent Louvre-Lens... Dans des régions industrielles marquées par la présence de conurbations minières ou de vastes corridors d'urbanisation polycentriques et considérées comme mal intégrées et en déclin par les urbanistes et les élites politiques, les grands projets culturels sont à la fois destinés à assurer une reconversion économique et un renouveau urbain. Utilisés pour recoudre le tissu urbain, créer de nouvelles polarités, en un mot, « faire ville », ces projets sont également révélateurs d'une ambition métropolitaine, à l'image des villes de la Ruhr qui, quelques années après la fin du projet IBA de l'Emscher Park, ont postulé

collectivement au label de capitale européenne de la culture 2010, affirmant ainsi une « Metropole Ruhr » sur la scène internationale.

2 Plus de 15 ans après l'expérience de Bilbao, et à travers l'exemple des espaces industriels en reconversion, ce numéro thématique de *Belgeo* propose un bilan critique sur les usages et les effets urbains de ces grands équipements culturels. En effet, au-delà de l'effet vitrine et du marketing intense qui les entourent, l'impact réel des grands équipements culturels demeure mal connu et difficile à évaluer (Evans, 2005; Orueta, 2009). Le succès de l'expérience de Bilbao a lui-même fait l'objet de vives critiques, soulignant l'essoufflement de l'effet Guggenheim et la nécessité de considérer le succès touristique basque dans un contexte régional plus général, comme le cessez-le-feu avec l'ETA par exemple (Gomez et Gonzales, 2001). De plus, si les retombées économiques immédiates des grands équipements culturels ont parfois été approchées, leurs effets urbains restent peu étudiés (Lusso, 2009). Il s'agit pourtant d'une question cruciale, en particulier dans ces espaces industriels en reconversion. Les grands équipements culturels contribuent-ils à structurer ces territoires et à « fabriquer de la ville », sont-ils destinés à assurer un nouveau mode de développement ou sont-ils pensés comme devant avant tout assurer une nouvelle lisibilité à des espaces en manque de notoriété ? La réalisation de ces projets permet-elle de modifier une trajectoire urbaine marquée par la stagnation ou le déclin et d'assurer une métropolisation de ces espaces ? Existe-t-il un modèle de reconversion des agglomérations urbaines grâce à la réalisation de grands équipements culturels ?

3 A partir d'études de cas essentiellement situées en France, au Royaume-Uni et en Italie, les 8 articles de ce numéro proposent donc une approche rétrospective et comparative des effets urbains des grands équipements culturels en Europe. Les contributions s'interrogent sur l'existence d'un « effet Bilbao » (Plaza, 1999 ; 2006), et ce autour de quatre grands thèmes qui émergent de ce bilan critique : la reconversion économique, la régénération urbaine, la lisibilité et la gouvernance.

Interroger les impacts des grands équipements culturels : vers une resémantisation sélective des villes industrielles ?

4 En premier lieu, les pouvoirs publics attendent souvent des répercussions économiques importantes des grands équipements culturels (GEC), conçus comme des instruments de développement local. Mais ces dernières restent la plupart du temps modestes, malgré les investissements engagés, comme le montrent les exemples de Saint-Etienne (C. Mortelette) ou de Lens (M. Boquet). L'un des intérêts de ce numéro est en effet que plusieurs articles analysent des échecs d'institutions culturelles, restées au stade d'implants dans leur environnement urbain ou en situation de faillite économique (à l'image de l'antenne de l'institut du monde arabe de Tourcoing, étudiée par Elsa Vivant, de la Cité de la science de Naples, analysée par Elodie Manceau ou du Cultural Industries Quarter de Sheffield, étudié par Mark Bailoni). Les réalisations s'inscrivent dans des espaces marqués par un déclin de l'activité économique, après d'autres opérations de reconversion fondées sur l'industrie qui n'ont pas toujours porté leurs fruits. De nouvelles spécialités peuvent se développer comme le tourisme ou le commerce. En revanche, le développement d'une économie de la connaissance, de

clusters innovants ou de « quartiers créatifs » autour des GEC est beaucoup plus problématique. Pour expliquer ces différences de succès, les articles insistent sur l'importance des effets de contextes : il est difficile d'appliquer un même paradigme urbain à des contextes locaux variés. Ainsi, dans les métropoles à l'économie diversifiée, les grands équipements culturels agissent en catalyseur d'une dynamique urbaine qu'ils ne font qu'accélérer. Dans les villes moyennes marquées par une tradition de mono-activité industrielle, en revanche, ils ne suffisent pas à enclencher une dynamique de développement. Les différences entre Manchester et Sheffield, soulignées par Mark Bailoni, ou entre Metz et Lens mises en valeur par Mathias Boquet sont à cet égard très significatives.

5 Au-delà des questions de reconversion, ce numéro s'interroge aussi sur l'usage des grands équipements culturels comme outils de requalification urbaine. Les articles soulignent ainsi la difficulté de ces GEC à recoudre le tissu urbain et redessiner les centralités dans les villes industrielles. Là encore, des effets de contexte interviennent. Lorsqu'ils se situent en zone péricentrale ou dans des métropoles diversifiées, les équipements culturels peuvent effectivement devenir de nouvelles polarités et servir de moteurs à l'émergence de quartiers créatifs bien insérés dans la ville, mais cela se fait alors souvent au prix d'une forte gentrification (comme dans le cas des quais de Salford à Manchester ou du quartier du Titanic à Belfast). Ils suscitent « des effets d'entraînement, mais qui bénéficient à une nouvelle population, déplaçant les problèmes socio-spatiaux ou les capitaux investis au détriment d'autres territoires » (Djament et Guinand, p. 2). Au contraire, lorsqu'ils sont localisés plus en périphérie, dans des villes moyennes en difficulté économique, ou désynchronisés avec le calendrier d'autres projets urbains, les GEC s'apparentent à de simples implants (comme le Louvre-Lens ou la centrale Montemartini de Rome) : ils deviennent des polarités, certes, mais isolées dans leur quartier, et plutôt que de rééquilibrer la géographie fonctionnelle de la ville, ils contribuent à renforcer les centralités préexistantes.

6 Les GEC servent à redessiner les centralités, mais ils participent aussi d'une resémantisation de l'espace urbain. En faisant appel à des architectes renommés qui produisent des bâtiments originaux, les pouvoirs publics cherchent à se démarquer des réalisations entreprises jusqu'alors et à donner une nouvelle signification à l'espace urbain. Selon le cas, l'accent est mis sur la nouveauté sans référence visible ou marquante aux activités qui ont façonné le paysage (Lens, Saint-Etienne, Metz) ou sur la valorisation d'un patrimoine et/ ou d'une mémoire (Belfast, Naples). Mais quelle que soit l'option retenue, les formes urbaines produites se distinguent radicalement des espaces environnants, ce qui pose la question de leur perception et de leur appropriation par les populations locales. Dans des villes industrielles encore marquées par une forte image ouvrière, les nouveaux équipements culturels peuvent être incompris et mal perçus par les habitants, et participer d'une recomposition identitaire en direction des nouvelles classes moyennes ou « créatives » (Rousseau, 2009). Ainsi, les exemples de Roubaix et de Belfast montrent qu'en dépit d'une volonté de se référer à une identité locale, l'appropriation par la population reste difficile. Certaines opérations de renouveau par la culture sont aussi l'occasion d'imposer par le haut une « culture légitime » dans des villes marquées par une culture populaire différente, mais vivante, ce qui peut susciter l'opposition de la population locale et attiser les tensions sociales (l'exemple du Quiggins de Liverpool développé par Mark Bailoni, est à cet égard

très révélateur). La resémantisation s'avère donc sélective en inscrivant les réalisations considérées parmi les hauts lieux (Debarbieux, 1993) de l'architecture postmoderne en Europe tout en rendant problématique leur appropriation par les habitants. Si la qualité des lieux et de l'espace urbain reconfiguré est souvent réelle, le risque existe de dupliquer une manière de fabriquer la ville et de perdre une partie de l'identité ouvrière comme le montre Mark Bailoni pour les villes britanniques.

7 Perçue de manière ambivalente par les populations locales, cette resémantisation de la ville est aussi tournée vers l'extérieur. Par l'intermédiaire des GEC, et grâce aux techniques de marketing urbain, les territoires industriels ont réussi à se rendre lisibles dans le système international des villes. Les noms de lieu étaient le plus souvent ignorés ou associés à des images péjoratives. La présence d'un GEC à l'architecture originale permet de valoriser une image et de gagner en attractivité. Pour une fois, ces villes ne figurent pas dans les médias pour évoquer une crise sociale et économique, mais pour parler d'un équipement de marque. Certaines villes gagnent ainsi en notoriété et peuvent s'inscrire dans des réseaux de villes auxquelles elles n'auraient pas pu prétendre quelques années auparavant ou du fait de leur taille. Saint-Etienne a intégré un réseau UNESCO des villes créatives qui compte de grandes métropoles mondiales. Les articles tendent cependant à montrer que loin d'augmenter le rayonnement international d'une ville, les GEC sont surtout le reflet de son influence réelle, à l'image du Louvre-Lens et du centre Pompidou de Metz, dont les visiteurs sont en fait essentiellement d'origine locale ou frontalière (Belges dans le premier cas ; Allemands et Luxembourgeois dans le second).

8 En définitive, la reconversion, la régénération et le renforcement de la lisibilité renvoient toutes trois à la question de la gouvernance, non seulement celle du projet en elle-même, mais aussi et surtout celle qui est mise en œuvre une fois l'opération achevée. La réussite d'un projet dépend largement de la manière dont les acteurs (publics notamment) coopèrent et établissent des synergies. Comme le montrent Guy Baudelle et Gerhard Krauss au sujet du Louvre-Lens et du centre Pompidou Metz, ce sont des facteurs sociaux, plus que techniques ou financiers, qui permettent le succès de telles opérations, à savoir la capacité des acteurs à fonctionner en réseau et à s'insérer dans le tissu relationnel local. Les concepts d'*« embeddedness »* et d'*« organizational field »* sont mobilisés pour montrer comment les deux antennes de musées parisiens « s'encastrent » dans les réseaux politiques, culturels et économiques locaux et nationaux. Ce rôle clé des réseaux d'acteurs est rappelé par presque tous les articles, que ce soit pour souligner le succès ou l'échec des grands équipements culturels. Mais il existe plusieurs modèles de gouvernance, très différents d'un pays à l'autre. Plusieurs articles rappellent à cet égard que le rôle des Etats centraux reste encore déterminant, en France, mais aussi au Royaume-Uni, dans la réussite des GEC. Le modèle français se distingue ainsi nettement de celui de Bilbao, notamment par le faible rôle des municipalités face au poids très fort des acteurs nationaux et régionaux. Dans le cas britannique, les partenariats public-privé sont nombreux, alors qu'en France, il s'agit très souvent de projets publics au sein desquels l'Etat (et parfois les régions) jouent un rôle essentiel. L'enjeu consiste pour les acteurs locaux à s'approprier le projet et à travailler en réseau et peut déboucher sur une affirmation des pouvoirs locaux dans le cadre de processus de décentralisation... Pour finir, plusieurs articles proposent de revenir à des projets d'institutions culturelles plus modestes, mieux ancrés dans leur environnement local et plus facilement appropriables par la population (Bailoni, Djament et Guinand), sur le modèle de « GEC alternatifs » (Djament

et Guinand) moteurs d'une « mondialisation par le bas » opposée aux logiques dominantes de la métropolisation.

Grands Equipements Culturels et bifurcation métropolitaine : une question ouverte

9 En définitive, ce numéro souligne l'instrumentalisation croissante de la culture dans le cadre des politiques urbaines néo-libérales, dont les musées et autres *flagship projects* sont l'une des manifestations symboliques les plus éclatantes (Smyth, 1994 ; Swyngedouw, Moulaert et Rodriguez, 2002 ; Rousseau, 2009). Ces grands projets introduisent aussi de nouvelles élites dans le jeu du pouvoir urbain, un rôle croissant des pouvoirs publics locaux et régionaux, et le recours de plus en plus fréquent aux partenariats publics-privés dans le contexte général d'une marchandisation de la culture et de l'institution muséale (Fagnoni, 2009). Deux questions restent cependant ouvertes. La première interroge la capacité de ces grands projets à apporter une dimension métropolitaine aux espaces dans lesquels ils s'inscrivent. La seconde porte sur les temporalités et sur l'existence ou non d'une bifurcation des trajectoires des villes grâce aux GEC.

10 Les articles montrent bien l'affirmation d'institutions de dimension « métropolitaine » dans le portage de ces grands *flagship projects* culturels. Le fait de disposer d'un équipement métropolitain à lui seul ne justifie pas qu'on puisse parler de métropole. En effet, l'équipement correspond en lui-même à un lieu d'exception, mais il ne peut seul constituer un pôle d'excellence (Lévy, 1995) et procurer un avantage métropolitain (Halbert, 2010). Il faudrait pour cela disposer de ressources diversifiées, comme le montre Mark Bailoni pour le cas britannique, pour permettre une logique cumulative. En revanche, le fait de disposer d'un lieu d'exception permet aux villes de s'inscrire dans des réseaux de métropoles, ce qui peut contribuer à stimuler leurs activités. Grâce à sa cité du design, Saint-Etienne fait partie d'un réseau au sein duquel figurent des villes bien plus puissantes comme Berlin ou Buenos Aires. Les articles montrent bien l'affirmation d'institutions de dimension plus « métropolitaine » dans le portage de ces grands *flagship projects* culturels : le rôle croissant des régions est ainsi rappelé, surtout en France et en Italie. Mais ils mettent aussi en lumière les conflits et les difficultés à trouver une nouvelle gouvernance à l'échelle de l'agglomération urbaine, face au pouvoir toujours fort des communes, les conflits entre échelons administratifs pouvant être à l'origine d'échecs marquants (comme dans le cas de la « città della scienza » napolitaine ou de l'institut du monde arabe de Tourcoing). Les opérations peuvent alors renforcer le sentiment de déclin, alors qu'elles sont destinées avant tout à provoquer un sursaut.

11 Quel que soit le regard porté actuellement sur les opérations décrites, on peut s'interroger sur leurs effets durables dans les territoires industriels. Le temps est une dimension essentielle pour appréhender la réussite d'un projet, son insertion à la fois dans un tissu et une société urbaine. De ce point de vue, les *flagship projects* étudiés ici s'inscrivent dans un long mouvement historique d'institutionnalisation et d'instrumentalisation urbaine de la culture, que l'on peut faire remonter au 18è siècle avec les fondations de grands musées dans les capitales européennes (Le British Museum en 1753, le Louvre en 1793…). Longtemps lié à des stratégies d'affirmation d'Etats puissants dans des capitales politiques ou de grandes métropoles, le mouvement

s'étend aujourd'hui à des villes moyennes et industrielles, où, fait nouveau, les grands équipements culturels sont moins utilisés pour refléter un prestige acquis que pour créer une rupture : reconversion économique, changement d'image etc. Le caractère récent de plusieurs projets ne permet pas d'avoir le recul nécessaire pour dresser un constat vraiment global et en soi, c'est certainement une des limites de cet exercice. Il n'est pas rare que des réalisations qui soient décrites comme des échecs à leur ouverture ou au début de leur fonctionnement soient considérées par la suite comme des opérations réussies. Ce n'est qu'a posteriori qu'on pourra constater si la trajectoire des territoires industriels a connu une bifurcation du fait de l'implantation d'un Grand Equipement Culturel. Mais on peut d'ores et déjà tenter de tracer les contours d'une méthode d'évaluation et pointer des conditions de possibilité de la réussite de telles opérations. C'est ce qui fait l'intérêt de l'article de Géraldine Djament et Sandra Guinand. Adoptant un point de vue résolument rétrospectif, celui-ci est précisément centré sur les « trajectoires » urbaines des GEC. Il propose une typologie très opératoire des trajectoires des grands équipements culturels dans les quartiers populaires, en fonction de leur plus ou moins fort impact économique et urbain, distinguant l'institution « front pionnier de la métropolisation », « l'équipement insulaire », la « cathédrale dans le désert » et « l'équipement alternatif ». Mais ces études rétrospectives sur l'impact des GEC posent aussi des problèmes méthodologiques difficiles. Les méthodes utilisées par les articles présentés dans ce numéro sont variées : étude des réseaux d'acteurs, observation paysagère, enquêtes par questionnaires sur les clientèles, revues de presse, études de cas et comparaison etc. Mais il s'agit là d'études toujours centrées sur les usagers ou les acteurs directement concernés par les GEC. Pour approcher l'impact réel des *flagship projects* sur la ville, son organisation, son image et les pratiques de ses habitants, il faut aussi enquêter auprès de ceux qui ne les fréquentent pas ou peu, dans le cadre d'études de terrain approfondies et menées sur la durée en prenant en compte l'ensemble d'une société locale. Espérons que d'autres travaux viendront approfondir les recherches dans cette direction.

12 Dans ce registre, il apparaît donc abusif de parler de « modèle Bilbao », tant les modes de gouvernance et le contenu des opérations étudiées sont variés, et encore moins « d'effet Bilbao », face à la diversité des impacts des grands équipements culturels en fonction des contextes locaux... En revanche, dans toutes les opérations étudiées dans ce numéro, il y a bien une volonté politique commune d'utiliser un grand équipement culturel pour marquer une rupture dans la trajectoire d'une ville, rupture à la fois économique, spatiale et symbolique. Le « modèle Bilbao » ne qualifie donc pas une méthode. Il désigne plutôt une posture, un pari politique. Comme cela a pu être proposé au sujet de la « gentrification », autre paradigme global aux multiples déclinaisons locales (Smith, 2002), c'est avant tout en tant que stratégie et posture politique que les opérations du type de celle de Bilbao participent d'un modèle global. Les projets considérés suivent peut-être moins un « modèle Bilbao », qu'ils ne s'inscrivent dans une temporalité politique, celle d'une stratégie de réintégration des villes industrielles aux grandes dynamiques qui caractérisent les transformations des métropoles européennes.

Présentation des articles

13 L'article de Géraldine Djament et Sandra Guinand, qui ouvre le numéro, propose un cadre théorique général et de nouveaux outils conceptuels pour penser la « trajectoire territoriale » des grands équipements culturels (c'est-à-dire leur évolution économique, mais également leur insertion urbaine et sociale). A partir d'études de terrain réalisées dans les agglomérations parisienne (Plaine Commune), marseillaise (bibliothèque de l'Alcazar) et lilloise (Musée de la piscine à Roubaix), il élabore une typologie des trajectoires « idéal-typiques » des GEC dans les quartiers populaires, en distinguant le GEC « front pionnier de la métropolisation », « l'équipement insulaire », la « cathédrale dans le désert » et le « GEC alternatif ». Dans ces anciens quartiers ouvriers, traditionnellement plutôt caractérisés par des équipements culturels modestes et de proximité, les GEC apparaissent comme une nouveauté liée à la métropolisation, et leur réussite n'est pas assurée. Les auteurs proposent de revenir dans ces espaces à des réalisations plus modestes et mieux insérées dans leur territoire.

14 L'article de Mark Bailoni livre lui aussi une approche comparative, mais entre des villes britanniques. Il propose un « bilan critique de la stratégie de renouveau urbain post-industriel par la culture » dans les villes du Nord de l'Angleterre (essentiellement Sheffield, Newcastle, et Manchester). Il montre comment la standardisation / répétition d'un même politique urbaine contribue à en annuler les effets, puisque sensées affirmer une identité urbaine dans un contexte de concurrence métropolitaine, ces politiques aboutissent en réalité à une banalisation des villes. Il montre également la fragilité de ces politiques dépendantes de financements publics nationaux peu pérennes, ainsi que leurs ambiguïtés idéologiques lorsqu'elles s'appuient sur une logique « top-down » peu attentive aux spécificités du territoire local.

15 Les deux articles suivants se penchent sur le cas français, à travers la comparaison entre le Louvre-Lens et le centre Pompidou de Metz. Mathias Boquet analyse les effets touristiques de l'implantation décentralisée de ces deux grandes institutions culturelles nationales dans des villes industrielles de province. L'objectif est de déterminer l'année d'implantation des GEC, les plus-values immédiates apportées aux territoires, en analysant les publics visitant ces équipements et en évaluant les impacts sur l'offre commerciale et touristique. Si la stratégie des pouvoirs publics s'avère, dans les deux cas, relativement comparable, les effets produits semblent sensiblement différents. Les impacts de l'implantation du Centre Pompidou touchent avant tout la ville de Metz, alors que dans le cas du Louvre-Lens, les effets s'inscrivent dans un cadre principalement régional et concernent peu la ville de Lens et le Bassin Minier. « L'environnement urbain » apparaît d'emblée comme un facteur majeur d'explication des différences relevées. L'auteur rappelle cependant que seule une étude diachronique permettra d'évaluer les effets durables de ces grands équipements sur les territoires.

16 Guy Baudelle et Gerhard Krauss se penchent quant à eux sur la logique d'acteurs et sur le mode de gouvernance associés à la création du centre Pompidou de Metz et du Louvre-Lens. Leur thèse principale est que ce sont avant tout des facteurs sociaux qui permettent le succès de telles opérations, à savoir la capacité des acteurs à fonctionner en réseau et à s'insérer dans le tissu relationnel local. Le mode de gouvernance des deux institutions se distingue nettement du « modèle Bilbao » par la faible place des acteurs privés et une gestion principalement publique, ainsi que par leur logique plus culturelle qu'économique. Il s'en différencie également par le faible rôle des

municipalités dans la genèse et la gouvernance de ces projets, face au poids très fort des acteurs nationaux et régionaux, ainsi que par l'internationalisation limitée de ces musées décentralisés, qui jouent plus le rôle de moteurs régionaux que de porte-drapeaux globalisés. Des différences apparaissent cependant entre les deux cas étudiés. Si dans les deux terrains, le réseau d'acteurs impliqués tend à s'élargir, « l'encastrement » local (*embeddedness*) du Louvre-Lens apparaît beaucoup plus développé qu'à Metz, celui-ci agissant comme un « hub culturel au service de sa région »...

17 Non comparatifs, les articles suivants se penchent sur des études de cas précis, qui sont souvent des échecs, malgré leur souhait de porter une ambition métropolitaine. Camille Mortelette revient d'abord sur le cas de la Cité du Design de Saint-Etienne. Elle analyse l'impact de cette nouvelle institution sur la structure urbaine, l'image et le tissu économique stéphanois, et cherche plus généralement à interroger la capacité des grands équipements culturels à enrayer la crise des « villes en déclin ». Elle souligne ainsi la difficulté de la récente Cité du Design à entraîner derrière elle le développement d'une nouvelle centralité et d'un quartier créatif. D'autre part, si l'impact du nouvel équipement sur l'image de la ville s'avère positif, le positionnement de Saint-Etienne comme « ville du design » au sein de réseaux de métropoles créatives étant un succès, ses effets économiques réels sont encore décevants (très peu de création de nouvelles entreprises par exemple...).

18 Elsa Vivant étudie quant à elle l'insertion d'une Institution culturelle nationale décentralisée, l'Institut du Monde Arabe (IMA), dans le quartier de l'Union, espace en recomposition à cheval sur trois communes de l'agglomération lilloise, et qui a connu un fort déclin de l'activité industrielle ces dernières décennies. Le projet s'inscrit dans le cadre d'une politique d'instrumentalisation de la culture dans une opération de régénération urbaine. Destiné à favoriser le « vivre ensemble » dans un espace à forte tradition migratoire et à faire émerger une mémoire collective, l'IMA s'avère être un échec qui dépend moins de la localisation dans un quartier en devenir que de la gouvernance du projet et de la difficulté pour les acteurs politiques à se coordonner (en l'occurrence la commune et la région) afin de faire fonctionner l'institution dans la durée. Elodie Manceau analyse ensuite un autre échec important, en Italie cette fois : celui de la Cité de la Science à Naples. Cet équipement culturel s'inscrit dans un grand projet de requalification du site de Bagnoli, vaste zone industrielle située sur le littoral de la banlieue napolitaine, en friche depuis 1993, et où existe depuis 20 ans un plan de reconversion en espace de culture et de loisirs sur le modèle international de reconquête des *waterfronts* industrialo-portuaires. L'article montre comment le projet a été utilisé pour accélérer la transition métropolitaine de Naples, à la fois sur le plan fonctionnel (créer une nouvelle centralité tertiaire en périphérie) et sur le plan institutionnel (fédérer les acteurs locaux et permettre l'affirmation de la toute récente *città metropolitana* de Naples, nouveau périmètre institutionnel censé remplacer la province et gérer la ville à une échelle plus vaste que celle de la commune). Le projet s'est cependant révélé être un échec retentissant, dont l'article s'attache à analyser les causes en insistant lui aussi surtout les conflits politiques entre échelons institutionnels (région et commune notamment). Enfin, dans le dernier article du numéro, Dominique Chevalier étudie la réalisation d'un grand musée à Belfast qui évoque l'histoire du Titanic sur une ancienne friche portuaire de la ville qui abritait les chantiers navals où a été réalisé le paquebot. La construction du musée s'inscrit dans le cadre d'une politique de la municipalité destinée à attirer investisseurs et touristes internationaux

dans une ville qui reste marquée par les tensions entre catholiques et protestants. L'originalité du projet est qu'il repose sur la mémoire de ce qui s'apparente être un échec, celle du paquebot Titanic qui a sombré lors de son premier voyage. En racontant une épopée exceptionnelle reposant sur un savoir-faire local, et en l'inscrivant dans un bâtiment à l'architecture audacieuse, les autorités publiques détournent l'image négative du naufrage pour en faire un emblème d'une renaissance urbaine. Cependant, tout en faisant appel à une mémoire antérieure à l'émergence des tensions, le projet cherche plus à faire de Belfast une métropole inscrite dans un réseau de cités européennes que de créer un lieu de médiation des clivages entre les communautés.

19 En définitive, l'exemple du musée sur le paquebot Titanic de Belfast apparaît comme une métaphore du message que souhaitent délivrer les collectivités en charge de ces espaces industriels : le Grand Equipement Culturel est un projet destiné à traduire la résilience, la capacité de ces espaces à rebondir et à transformer un échec en succès. Ces collectivités utilisent ces projets comme une vitrine de leur renouveau. Plus généralement, la réalisation de GEC dans les espaces industriels en reconversion nous renseigne sur les transformations que connaissent les villes européennes. Les GEC sont des emblèmes d'une stratégie de marketing pour des villes qui cherchent, en s'appuyant ou non sur leur histoire, à se positionner ou à se rendre lisible en Europe, voire dans le monde. Derrière cette tendance, où l'image semble prédominer, se pose la question du sens que ces collectivités souhaitent donner à ces projets au sein de la société locale. En cherchant à tout prix à s'inscrire dans une tendance, ces collectivités ne risquent-elles pas d'altérer leur identité ? L'articulation entre échelle globale et échelle locale constitue l'un des principaux enjeux auxquels les collectivités sont confrontées.

BIBLIOGRAPHIE

BIANCHINI F., DAWSON J., EVANS R. (1992), "Flagship projects in urban regeneration", *in* HEALEY P., DAVOUDI S., TAVSANOGLU S. (dir.) *Rebuilding the city; property-led urban regeneration*, Londres, E & FN Spon.

DEBARBIEUX B. (1993), « Du haut lieu en général et du mont Blanc en particulier », *L'Espace Géographique*, 1, pp. 5-13.

EVANS G. (2001), *Cultural Planning: An Urban Renaissance?*, London, Routledge.

EVANS G. (2005), « Measure for measure: evaluating the evidence of culture's contribution to regeneration », *Urban Studies*, *42*, 5-6, pp. 959-983.

FAGNONI E. (2009), « Culture décentralisée et innovation urbaine. Metz et le Centre Pompidou », *in* LEMASSON J.P. et VIOLIER P. (dir.), *Destinations et territoires*, Québec, Éd. Téoros/Presses de l'Université du Québec, pp. 206-219.

GOMEZ M., GONZALEZ S. (2001), "A reply to Beatriz Plaza's 'the Guggenheim-Bilbao Museum Effect'", *International Journal of Urban and Regional Research*, *25*, 4, pp. 898-900.

GRAVARI-BARBAS M. (2009), « Marques d'Architecte, Marque de Musées, L'architecture médiatique en tant qu'outil de positionnement touristique urbain », *in* LEMASSON J.P et VIOLIER P. (dir.), *Destinations de territoires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 190-205.

HALBERT L. (2010), *L'avantage métropolitain*, Paris, PUF.

INGALLINA P., PARK J.Y, (2005), "City marketing et espaces de consommation. Les nouveaux enjeux de l'attractivité urbaine", *Urbanisme*, *344*.

JENKS C. (2005), *The Iconic Building*, Londres, Frances Lincoln.

LEVY J. (1995), « Paris métropolitains. Réseaux et territoires de l'espace parisien », *in* LERESCHE J.P., JOYE D., BASSAND M., *Métropolisations. Interdépendances mondiales et implications lémaniques*, Genève, Georg, pp. 57-73.

LUSSO B. (2009), « Les musées, un outil efficace de régénération urbaine ? Les exemples de Mons (Belgique), Essen (Allemagne) et Manchester (Royaume-Uni) », *Cybergéo : European journal of geography, Espace, Société, Territoire, 436*, janvier.

ORUETA F., FAINSTEIN S. (2008), « The new Mega-Projects : Genesis and Impacts », *International Journal of Urban and Regional Research*, *32*, 4, pp. 759-767.

PLAZA B. (1999), "The Guggenheim-Bilbao Museum effect: a reply to Maria V. Gomez 'Reflective images: the case of urban regeneration in Glasgow and Bilbao'", *International Journal of Urban and Regional Research*, *23,* 3, pp. 589-592.

PLAZA B. (2006), "The return on investment of the Guggenheim museum Bilbao", *International Journal of Urban and Regional Research*, *30*, 2, pp. 452-467.

ROUSSEAU M. (2009), « Re-Imaging the City Centre for the Middle Classes. Regeneration, Gentrification and Symbolic Policies in "Loser Cities" », *International Journal of Urban and Regional Research*, *33*, 3, pp. 770-788.

SMITH N. (2002), "New Globalism, New Urbanism. Gentrification as Urban Global Strategy", *Antipode*, *34*, 3, pp. 427-450.

SMYTH H. (1994), *Marketing the city: the role of flagship developments in urban regeneration*, London, E&FN Spon.

SWYNGEDOUW E., MOULAERT F., RODRIGUEZ A., (2002) "Neoliberal Urbanization in Europe: Large-Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy", *Antipode*, *34*, 3, pp. 542-577.

AUTEURS

THOMAS PFIRSCH

Université de Valenciennes, CALHISTE, EA4343, Valenciennes, Thomas.Pfirsch@univ-valenciennes.fr

BERNARD REITEL

Université d'Artois, Discontinuités, EA2468, Arras, bernard.reitel@univ-artois.fr